

**Art. 4.** Le présent règlement entre en vigueur à la date du vote par l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Bruxelles, le 6 décembre 2002.

Le Président du Collège,  
E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique,  
F.-X. de DONNEA

Le Membre du Collège chargé de la Santé,  
de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse,  
D. GOSUIN

Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle  
et permanente des Classes moyennes et de la Politique des handicapés,  
W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille,  
A. HUTCHINSON

---

VERTALING

**FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2003 — 458

[C — 2002/31642]

**6 DECEMBER 2002. — Verordening betreffende de oprichting van een dienst met afzonderlijk beheer belast met het beheer van de gebouwen van de Franse Gemeenschapscommissie**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

**Artikel 1.** Men dient te verstaan onder Dienst met Afzonderlijk Beheer, genaamd : « De Dienst Gebouwen van de Franse Gemeenschapscommissie », de Dienst met Afzonderlijk Beheer gecreëerd bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 december 2002.

**Art. 2.** De Dienst met Afzonderlijk Beheer oefent zijn bevoegdheden uit op het gebied van het beheer van de onroerende goederen behorende tot de Franse Gemeenschapscommissie of ingenomen door haar diensten en op het gebied van de subsidiëring van infrastructures die ressorteren onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie, bedoeld in de artikelen 136 en 166, § 3, van de Grondwet.

De Dienst kan werken van aanleg, renovatie en constructie laten uitvoeren en overgaan tot de aankoop, de verkoop of de ruil van onroerende goederen.

**Art. 3.** De Dienst met Afzonderlijk Beheer ontvangt een jaarlijkse dotatie afkomstig van de reglementaire begroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 4.** Deze verordening treedt in werking op de datum van de stemming door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 6 december 2002.

De Voorzitter van het College,  
E. TOMAS

Het Lid van het College, bevoegd voor het Openbaar Ambt,  
F.-X. de DONNEA

Het Lid van het College, bevoegd voor Gezondheid,  
Cultuur, Toerisme, Sport en Jeugd,  
D. GOSUIN

Het Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding  
en Permanente Opleiding van de Middenklasse en Gehandicaptenbeleid,  
W. DRAPS

Het Lid van het College, bevoegd voor Begroting, Bijstand aan Personen en Gezin,  
A. HUTCHINSON

---

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2003 — 459

[C — 2002/31643]

**12 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à la gestion budgétaire, financière et comptable du Service à gestion séparée "Service des bâtiments de la Commission communautaire française"**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège, tel que modifié;

Vu le décret du 12 décembre 2002 portant création du Service à gestion séparée "Service des bâtiments de la Commission communautaire française";

Vu le règlement du 6 décembre 2002 relatif à la création d'un Service à gestion séparée "Service des bâtiments des bâtiments de la Commission communautaire française";

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 novembre 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Considérant qu'il convient de doter, dans les plus brefs délais, le Service à gestion séparée "Service des bâtiments de la Commission communautaire française" des règles budgétaires, financières et comptables indispensables à son bon fonctionnement;

Considérant l'urgence motivée par le besoin impérieux de procéder au plus vite à la réfection de certains bâtiments du patrimoine immobilier de la Commission communautaire française;

Sur la proposition du Président du Collège et du Membre du Collège chargé du Budget,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

Le Service : le Service à gestion séparée "Service des bâtiments de la Commission communautaire française".

**Art. 2.** Les dispositions du Titre II des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, sont applicables au Service.

**Art. 3.** Un comité de direction est mis en place, composé des Membres du Collège ou de leur représentant, de l'Inspection des Finances, de l'Administrateur général ou de l'Administrateur général adjoint, du Directeur d'Administration et du Conseiller, Chef de service ayant les Bâtiments de la Commission communautaire française dans ses compétences. Il est chargé de donner annuellement les directives nécessaires à l'établissement du budget et des cahiers des charges; il suivra, en plus, l'évolution des travaux.

Le Comité de direction établit son règlement d'ordre intérieur qui sera approuvé par le Collège.

**Art. 4.** Le fonctionnement du Service est assuré par le personnel de l'Administration mis à sa disposition par la Commission communautaire française au sein de la Direction d'Administration des Affaires budgétaires, financières et patrimoniales.

**Art. 5.** Le coût du personnel est pris en charge à la Division 21 "Administration" du budget décréteil des dépenses de la Commission communautaire française, ainsi que les frais de fonctionnement.

**Art. 6.** Les locaux ainsi que le patrimoine mobilier, bureautique et informatique sont mis gratuitement à la disposition du Service.

#### CHAPITRE II. — *Le budget*

**Art. 7.** Un projet de budget des recettes et des dépenses est établi par le Service selon les directives du Comité de direction et approuvé par le Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 8.** Le budget est divisé en 2 sections :

1° Les recettes;

2° Les dépenses.

**Art. 9.** Les estimations des recettes comportent :

1° Des dotations annuelles en provenance du budget décréteil de la Commission communautaire française;

2° Des dotations annuelles en provenance du budget réglementaire de la Commission communautaire française;

3° Des recettes liées à l'exploitation ou à la vente éventuelle des biens de la Commission communautaire française;

4° Des subsides éventuels en provenance d'autres pouvoirs publics;

5° Des dons et legs;

6° Des soldes à reporter.

**Art. 10.** Dès l'année budgétaire 2003, les dotations reprennent, aux budgets décréteil et réglementaire, les crédits inscrits sur les allocations de base suivantes relatives aux investissements directs et aux subventions d'investissement :

21.00.12.14 "Frais de gestion des bâtiments administratifs de la Commission communautaire française";

21.00.72.01 "Aménagement des bâtiments administratifs";

22.50.52.01. "Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales (secteur privé)";

22.50.52.02 "Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales pour personnes handicapées (secteur privé)";

22.50.52.03 "Subventions facultatives pour infrastructures sociales";

22.50.63.21 "Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales (secteur public);

22.50.63.22 "Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales pour personnes handicapées (secteur public)";

22.50.74.01 "Dépenses patrimoniales"

23.50.52.01 "Subventions d'investissement dans les infrastructures de santé";

24.00.12.03 "Frais de fonctionnement - Auberges de jeunesse";

24.00.72.01 "Investissements en tourisme social, travaux d'aménagement et de rénovation";

- 28.00.72.01 "Travaux de rénovation du Centre sportif de la Woluwe";  
 29.02.72.01 "Travaux d'aménagement du Complexe sportif à Anderlecht";  
 29.03.72.01 "Achat de terrains et de bâtiments, constructions, aménagements dans le secteur de l'enseignement de la Commission communautaire française";  
 30.01.72.01 "Travaux d'aménagement et de rénovation du CIVA";  
 11.11.72.01 "Travaux d'aménagement, de rénovation et construction - Division Culture".  
 Pour les années budgétaires ultérieures, les dotations et les allocations de base y afférentes, seront établies dans le cadre de l'élaboration du budget.

**Art. 11.** Il est ouvert au nom du Service un compte auprès du caissier de la Commission communautaire française, inclus dans la fusion d'échelle des comptes de la Commission communautaire française.

**Art. 12.** Les dépenses d'ordonnancement portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de cette année budgétaire et d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures.

Des engagements imputés sur les moyens budgétaires du Service devront être exécutés pour le 31 décembre de la 5<sup>e</sup> année à partir de la date d'engagement.

**Art. 13.** Le projet de budget du Service est annexé aux projets de décret et de règlement contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française.

Le budget du Service sera accompagné d'un programme physique et d'un rapport d'activité.

**Art. 14.** L'approbation du budget du Service est acquise par la sanction du décret et le vote du règlement contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française.

A défaut de l'approbation du budget de la Commission communautaire française, avant le début de l'année budgétaire, les mêmes opérations que celles autorisées par le budget précédent peuvent être effectuées au prorata de 1/12 par mois à partir du 1<sup>er</sup> janvier.

**Art. 15.** Des transferts de crédits peuvent être autorisés par le Collège après accord du Membre du Collège ayant le Budget dans ses attributions, sur proposition des Membres du Collège concernés.

#### CHAPITRE III. — *La comptabilité et la reddition des comptes*

**Art. 16.** Un fonctionnaire général est désigné par le Collège, en qualité d'ordonnateur délégué.

**Art. 17.** La comptabilité est tenue conformément aux règles d'imputation énoncées dans les lois relatives à la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, exception faite des dispositions des articles 4, 5 et 6 du présent arrêté.

**Art. 18.** Un état des recettes et un état des dépenses sont dressés à la fin de chaque semestre.

Le Président du Collège, au nom du Collège, soumet ces états à la Cour des Comptes par l'intermédiaire du Membre du Collège ayant le Budget dans ses attributions. Les pièces justificatives sont conservées sur place.

**Art. 19.** Le comptable établit à la fin de chaque année :

- 1° Un compte de gestion;
- 2° Un compte d'exécution du budget;
- 3° Un bilan du Service;
- 4° Un inventaire du patrimoine.

Le Collège approuve et transmet ces documents par l'intermédiaire du Membre du Collège ayant le Budget dans ses attributions, à la Cour des Comptes, avant le 30 avril de l'année qui suit l'année à laquelle ils se rapportent.

**Art. 20.** Les documents comptables prévus à l'article 19 doivent également être établis lorsque le comptable cesse ses fonctions.

**Art. 21.** Le compte d'exécution du Service est annexé au compte d'exécution de la Commission communautaire française.

**Art. 22.** Une comptabilité du patrimoine est tenue.

#### CHAPITRE IV. — *La gestion*

**Art. 23.** Les montants des dépenses sont limités par les montants des crédits approuvés et des recettes.

**Art. 24.** Le solde disponible à la fin de l'année budgétaire, tant en engagement qu'en ordonnancement, est automatiquement reporté.

**Art. 25.** Les moyens financiers disponibles à la fin d'une année peuvent être utilisés dès le début de l'année suivante.

**Art. 26.** Le comptable justiciable de la Cour des Comptes est chargé conformément aux missions définies par l'arrêté portant sa désignation :

- 1° Du maniement et de la garde des valeurs;
- 2° De l'établissement et de la conservation des documents prévus à l'article 19 du présent arrêté;
- 3° De la mise à jour continue de l'inventaire du patrimoine et de la tenue de la comptabilité patrimoniale.

#### CHAPITRE V. — *Le contrôle*

**Art. 27.** La Cour des Comptes et l'Administration de la Commission communautaire française peuvent effectuer sur place le contrôle de la comptabilité. Ils peuvent se faire fournir, en tout temps, toutes les pièces justificatives, tous les états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes, dépenses, avoirs et dettes.

Les dépenses sont liquidées et payées directement par le comptable du Service sans intervention préalable de la Cour des Comptes.

Les règles du contrôle administratif et budgétaire auxquelles sont soumis les services de l'Administration de la Commission communautaire française sont applicables au Service.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

**Art. 28.** Dès la mise en application du présent arrêté, les soldes disponibles sur les allocations de base reprises à l'article 10 du présent arrêté sont transférés sur le budget du Service.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 29.** Le présent arrêté produit ses effets dès sa parution au *Moniteur belge*.

**Art. 30.** Les Membres du Collège sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 12 décembre 2002.

Le Président du Collège,  
E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique,  
F.-X. de DONNEA

Le Membre du Collège chargé de la Santé,  
de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse,  
D. GOSUIN

Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle  
et permanente des Classes moyennes et de la Politique des handicapés,  
W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille,  
A. HUTCHINSON

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 459

[C - 2002/31643]

**12 DECEMBER 2002.** — **Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het budgettaire, financieel en boekhoudkundig beheer van de dienst met afzonderlijk beheer "Dienst gebouwen van de Franse Gemeenschapscommissie"**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter voltooiing van de Federale Staatsstructuur;

Gelet op de wetten met betrekking tot de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden onder zijn leden;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 12 december 2002 houdende oprichting van de Dienst met Afzonderlijk Beheer "Dienst Gebouwen van de Franse Gemeenschapscommissie";

Gelet op de verordening van 6 december 2002 betreffende de oprichting van de Dienst met Afzonderlijk Beheer "Dienst Gebouwen van de Franse Gemeenschapscommissie";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 november 2002;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor de Begroting;

Overwegende dat het aangewezen is, de Dienst met afzonderlijk beheer "Dienst Gebouwen van de Franse Gemeenschapscommissie", ten spoedigste te voorzien van budgettaire, financiële en boekhoudkundige voorschriften voor de goede werking ervan;

Overwegende het dringend karakter, gemotiveerd door de dringende behoefte, ten spoedigste over te gaan tot de herstelling van een aantal gebouwen van het onroerend vermogen van de Franse Gemeenschapscommissie;

Op voordracht van de Voorzitter van het College en van het Lid van het College belast met de Begroting,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

Het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

De Dienst : de Dienst met Afzonderlijk Beheer "Dienst Gebouwen van de Franse Gemeenschapscommissie".

**Art. 2.** De bepalingen van Titel II van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, zijn van toepassing op de Dienst.

**Art. 3.** Een Directiecomité wordt opgericht, samengesteld uit de Leden van het College of hun vertegenwoordig, de Inspectie van Financiën, de Algemeen Bestuurder of de Adjunct Algemeen Bestuurder, de Directeur van de Administratie en de Adviseur, het diensthoofd bevoegd voor de Gebouwen van de Franse Gemeenschapscommissie. Hij wordt ermee belast jaarlijks richtlijnen te geven, die vereist zijn voor de vastlegging van de begroting en de bestekken; hij zal tevens de voortgang van de werken opvolgen.

Het Directiecomité stelt het huishoudelijk reglement op dat door het College zal worden goedgekeurd.

**Art. 4.** De werking van de Dienst wordt waargenomen door het personeel van de administratie dat ter zijner beschikking wordt gesteld door de Franse Gemeenschapscommissie in de schoot van het Directiebestuur van budgettaire, financiële en vermogensrechtelijke zaken.

**Art. 5.** De kostprijs van het personeel en de werkingskosten zijn ten laste van Afdeling 21 "Administratie" van de decretale uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 6.** De lokalen, het kantoor- en informaticamateriaal worden gratis ter beschikking gesteld van de Dienst.

#### HOOFDSTUK II. — *Begroting*

**Art. 7.** Een ontwerp van begroting van de ontvangsten en uitgaven werd door de Dienst uitgewerkt overeenkomstig de richtlijnen van het Directiecomité en goedgekeurd door de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 8.** De begroting wordt in 2 afdelingen onderverdeeld :

1° De ontvangsten;

2° De uitgaven.

**Art. 9.** De inkomsten werden geraamd en omvatten :

1° jaarlijkse dotaties afkomstig van de decretale begroting van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° jaarlijkse dotaties afkomstig van de verordenende begroting van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° ontvangsten met betrekking tot het beheer of de eventuele verkoop van de goederen van de Franse Gemeenschapscommissie;

4° eventuele subsidies afkomstig van de andere openbare overheden;

5° schenkingen en legaten;

6° over te dragen saldi.

**Art. 10.** Vanaf het begrotingsjaar 2003 hernemen de dotaties op de decretale en verordenende begroting de kredieten die op de volgende basisallocaties werden aangerekend betreffende rechtstreekse investeringen en investeringsubsidies :

21.00.12.14 "Beheerskosten van de administratieve gebouwen van de Franse Gemeenschapscommissie";

21.00.72.01 "Inrichting van de administratieve gebouwen";

22.50.52.01 "Investeringsubsidies in de sociale infrastructuur (privé-sector)";

22.50.52.02 "Investeringsubsidies in sociale infrastructuur voor personen met een handicap (privé-sector)";

22.50.52.03 "Facultatieve subsidies voor de sociale infrastructuur";

22.50.63.21 "Investeringsubsidies in de sociale infrastructuur (openbare sector)";

22.50.63.22 "Investeringsubsidies in de sociale infrastructuur voor personen met een handicap (openbare sector)";

22.50.74.01 "Vermogensuitgaven";

23.50.52.01 "Investeringsubsidies in de gezondheidsinfrastructuur";

24.00.12.03 "Werkingskosten - Jeugdherbergen";

24.00.72.01 "Investeringsubsidies in het sociale toerisme, de verbouwingwerkzaamheden en renovatiewerken";

28.00.72.01 "Renovatiewerken van het Sportcomplex van Woluwe";

29.02.72.01 "Verbouwingwerken van het Sportcomplex te Anderlecht";

29.03.72.01 "Aankoop van terreinen en gebouwen, bouwen, inrichtingen in de sector van het onderwijs van de Franse Gemeenschapscommissie";

30.01.72.01 "Verbouwingwerkzaamheden en renovatie van het CIVA";

11.11.72.01 "Verbouwingwerkzaamheden en renovatie en bouw - Afdeling Cultuur".

Voor de overige begrotingsjaren zullen de dotaties en de basisallocaties die erop betrekking hebben, opgesteld worden in het kader van de uitwerking van de begroting.

**Art. 11.** Een rekening wordt geopend op de naam van de Dienst bij de kassier van de Franse Gemeenschapscommissie, inbegrepen in de fusie van de rekeningenschaal van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 12.** De uitgaven van ordonnancements hebben betrekking op de bedragen verschuldigd gedurende het begrotingsjaar voor verbintenissen die werden aangegaan gedurende dat begrotingsjaar en verbintenissen die van vorige jaren werden overgedragen.

De vastleggingen aangerekend op de begrotingsmiddelen van de Dienst zullen moeten worden uitgevoerd vóór 31 december van het vijfde jaar vanaf de datum van de vastlegging.

**Art. 13.** Het ontwerp van begroting van de Dienst wordt gevoegd bij de ontwerpdecreten en ontwerpverordeningen houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

De begroting van de Dienst zal worden vergezeld van een fysisch programma en een activiteitenverslag.

**Art. 14.** De goedkeuring van de begroting van de Dienst wordt verworven door de bekrachtiging van het decreet en de stemming van de verordening houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

Wordt de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begin van het begrotingsjaar niet goedgekeurd, dan mogen dezelfde verrichtingen worden uitgevoerd als die toegelaten door de vorige begroting, naar verhouding van 1/12e per maand vanaf 1 januari.

**Art. 15.** Kredietoverdrachten kunnen door het College worden toegelaten na goedkeuring van het Lid van het College bevoegd voor Begroting, op voordracht van de betrokken leden van het College.

HOOFDSTUK III. — *Boekhouding en neerleggen van rekeningen*

**Art. 16.** Een algemeen ambtenaar wordt door het College aangesteld tot afgevaardigd ordonnateur.

**Art. 17.** De boekhouding wordt gehouden overeenkomstig de aanrekeningsregels bedoeld in de wetten met betrekking tot de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, met uitzondering van de bepaling van artikels 4, 5 en 6 van dit besluit.

**Art. 18.** Een staat van de ontvangsten en van de uitgaven wordt op het einde van elk semester opgemaakt.

De Voorzitter van het College legt in naam ervan, deze staten voor aan het Rekenhof via het Lid van het College bevoegd voor de Begroting. De bewijsstukken worden ter plaatse bewaard.

**Art. 19.** Op het einde van ieder jaar stelt de rekenplichtige volgende documenten op :

- 1° Een beheersrekening;
- 2° Een rekening van uitvoering van de begroting;
- 3° Een balans van de Dienst;
- 4° Een inventaris van het vermogen.

Het College keurt deze documenten goed en stuurt ze via het Lid van het College bevoegd voor de Begroting, naar het Rekenhof, uiterlijk 30 april van het jaar dat volgt op het jaar waarop ze betrekking hebben.

**Art. 20.** De in artikel 19 bepaalde boekhoudkundige documenten dienen tevens te worden opgemaakt wanneer de rekenplichtige uit zijn functie treedt.

**Art. 21.** De rekening van uitvoering van de Dienst wordt gevoegd bij de rekening van uitvoering van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 22.** Er wordt ook een vermogenscomptabiliteit gehouden.

HOOFDSTUK IV. — *Beheer*

**Art. 23.** De bedragen van de uitgaven worden beperkt door de goedgekeurde kredietbedragen en de ontvangsten.

**Art. 24.** Het beschikbare saldo wordt op het einde van het begrotingsjaar zowel als vastlegging als ordonnancering, automatisch overgedragen.

**Art. 25.** De op het einde van een jaar beschikbare financiële middelen mogen worden aangewend bij de aanvang van het volgende jaar.

**Art. 26.** De rekenplichtige, onderworpen aan de rechtsmacht van het Rekenhof wordt, overeenkomstig het besluit houdende zijn aanstelling belast met :

- 1° Het beheer en toezicht op de waarden;
- 2° Het uitwerken en het bijhouden van de in artikel 19 van dit besluit bepaalde documenten;
- 3° Het voortdurende bijwerken van de inventaris van het vermogen en het voeren van een vermogenscomptabiliteit.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

**Art. 27.** Het Rekenhof en de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie mogen ter plaatse overgaan tot de controle van de boekhouding. Het Rekenhof kan zich te allen tijde alle bewijsstukken, staten, inlichtingen of toelichtingen laten verstrekken betreffende de ontvangsten, de uitgaven, bezit en schulden.

De uitgaven worden rechtstreeks vereffend en uitbetaald door de rekenplichtige van de Dienst zonder voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof.

De regels inzake administratieve controle en begrotingscontrole waaraan de diensten van de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie zijn onderworpen, zijn van toepassing op de Dienst.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 28.** Zodra dit besluit van toepassing wordt, zullen de beschikbare saldi op de basisallocaties vermeld in artikel 10 van dit besluit, worden overgedragen op de begroting van de dienst.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 29.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 30.** De Leden van het College zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 december 2002.

De Voorzitter van het College,

E. TOMAS

Het Lid van het College, bevoegd voor het Openbaar Ambt,

F.-X. de DONNEA

Het Lid van het College, bevoegd voor Gezondheid, Cultuur, Toerisme, Sport en Jeugd,

D. GOSUIN

Het Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding  
en Permanente Opleiding van de Middenklasse en Gehandicaptenbeleid,

W. DRAPS

Het Lid van het College, bevoegd voor Begroting, Bijstand aan Personen en Gezin,

A. HUTCHINSON